



2310.1

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA  
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

Berne, le 7 juin 1993

Au Conseil fédéralNote d'information

Visite à Minsk (Biélarus) du Chef du Département fédéral de l'économie publique,  
 Jean-Pascal Delamuraz, jeudi-vendredi 27-28 mai 1993

**1. Introduction****1.1. Objectifs**

Ma visite à Minsk, les 27 et 28 mai 1993, s'est faite à l'invitation du Premier Ministre du Biélarus, Vladimir Kébitch. A cette occasion, j'ai signé, au nom du Conseil fédéral, deux accords économiques:

- l'Accord sur le commerce et la coopération économique inscrit, dans les relations bilatérales entre la Suisse et le Biélarus, les principes du GATT (clause de la nation la plus favorisée, non discrimination et traitement national); il vise à améliorer la protection de la propriété intellectuelle et établit un comité mixte pour la coopération économique;
- l'Accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements, régleme la protection et le traitement des investissements suisses, assure le libre transfert des paiements et l'indemnité et la sécurité juridique en cas de nationalisation, et définit les modalités contraignantes d'arbitrage en cas de différends.

Cette visite de travail fut également l'occasion d'approfondir les contacts personnels avec les principaux dirigeants du Biélarus: V. Kébitch, Premier ministre, S. Chouchkévitich, Président du Biélarus, P. Kravtchenko, Ministre des affaires étrangères, V. Radkevitch, Président du Comité d'Etat pour les relations économiques extérieures.

**1.2. Participants**

Compte tenu de l'effort à accomplir dans les Républiques de l'ancienne URSS et du caractère économique des discussions, je me suis fait accompagner par des



représentants de l'économie privée, en l'occurrence MM. Pierre Borgeaud, Président du Vorort, Hans-Peter Ruede, Président de la Communauté d'intérêts Suisse-CEI et Directeur Hoffmann-La Roche, Géorgie et Pays baltes, Friedrich von Schwarzenberg, Président de la Chambre de commerce Suisse-Tchéquie et Directeur UBS, Gaston Thalman, Directeur ABB.

## 2. **Appréciation**

### 2.1. **Politique**

Le Bélarus se voit confronté à un double défi redoutable, d'une part, de créer les structures et les institutions nécessaires pour réaliser son indépendance et sa souveraineté et, d'autre part, de réunir le processus de transformation économique et politique. Les dirigeants du Bélarus, à tous les niveaux, ont manifesté et expliqué leur ferme volonté d'accomplir les réformes politiques et économiques pour faire progressivement de leur République, un Etat pleinement démocratique et organisé selon les principes de l'économie libérale. L'intensité de leur engagement et leur réelle volonté de coopération avec des pays comme le nôtre me laisse croire qu'un retour, sous une forme ou une autre, à l'ancien régime, n'est plus possible.

Certes, le pays est encore marqué par une mentalité héritée des années du communisme et des divergences de vues - par exemple entre le Président réformateur et le Parlement - apparaissent encore quant à la marche des réformes; ces divergences ne mettent pourtant pas en cause les objectifs stratégiques mais tiennent plutôt au rythme des changements à apporter.

Aussi me paraît-il important face à un tel pays, qui recèle des possibilités réelles de développement, de ne pas faire preuve d'attentisme.

Au nombre des problèmes soulevés par nos interlocuteurs, nous retiendrons les problèmes posés par la propriété foncière et immobilière. Une privatisation du sol, compte tenu de la constellation parlementaire - où les anciens communistes sont encore très présents - se heurterait à un refus selon le Président M. Chouchkevitch. Pour pallier l'incertitude liée à cette situation, le gouvernement envisage des baux de longue durée.

Autre problème majeur, la transition d'une économie essentiellement tournée vers le secteur militaire, à une économie civile.

Sur le plan social, les autorités du pays doivent trouver des solutions pour intégrer dans leur société une grosse partie des soldats de l'armée rouge qui était stationnée dans l'ex RDA.

Le pays est aussi lourdement hypothéqué par les retombées de la catastrophe de Tchernobyl, puisque une partie importante du territoire de Bélarus, proche de la frontière ukrainienne a été contaminé.

Demeure enfin la forte dépendance de la Russie. Sur le plan de la sécurité, le débat porte sur un système de sécurité coordonné avec la Fédération de Russie et en même temps sur l'objectif à long terme de doter le Bélarus d'un statut de neutralité.

## 2.2. Situation économique

Pays pauvre en matières premières et fortement industrialisé, le Bélarus n'a d'autres choix que de produire des biens manufacturés pour l'exportation. Plus de la moitié de l'appareil industriel doit être convertie. Dans ce contexte, l'apport d'investissements directs prend une importance capitale. Les autorités du Bélarus font un effort réel et visible pour attirer des investisseurs étrangers et leur offrir des conditions cadre acceptables. Leur intérêt va vers le transfert de technologie et l'installation d'unités de production, notamment par la constitution de joint ventures. Nos entretiens avec les responsables de la Chambre d'industrie et de commerce nous ont appris que celle-ci regroupait déjà 650 membres.

Les représentants de l'économie ont été frappés par le sérieux, le réalisme et la lucidité de nos interlocuteurs, qui sont tout à fait conscients que le processus de réformes s'étendra sur des années.

Le caractère prioritairement industriel du pays permet d'entrevoir un développement intéressant, d'autant que la main d'oeuvre semble qualifiée et motivée et que la volonté de changer les mentalités semble sincère. La présence à Minsk d'un grand institut de recherche dans le domaine électronique ainsi que celle d'instituts universitaires et scientifiques, laisse entrevoir des possibilités de synergie entre la recherche et l'industrie.

## 3. Conclusion

L'utilité et le caractère hautement informatif de ce voyage est manifeste. La dimension et la situation d'un pays tel que le Bélarus - avec ses 10 millions d'habitants et entouré par la Russie, l'Ukraine et la Pologne - sont des paramètres importants dans l'analyse qui doit nous guider dans l'approche à ce pays.

Il convient également de ne pas oublier que le Bélarus craint que le Communauté internationale ne se préoccupe que de la Fédération de Russie. J'ai moi-même fait allusion, à plusieurs reprises, à la réunion du G7 qui risque de ne prendre en compte que les revendications russes.

Dans cette perspective, il me semble important que la Suisse se rapproche d'Etats comme le Bélarus: leur proximité géographique est un atout et ils peuvent constituer un pont entre nos pays d'Europe occidentale et la partie orientale de notre continent.

### Mesures immédiates à explorer

Dans l'immédiat, une mission d'experts de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures étudiera la possibilité d'offrir des garanties de crédit pour des livraisons de biens d'équipement et d'investissement au Bélarus. Dans le domaine des mensurations cadastrales nécessaires à la réforme foncière - il existe un besoin d'assistance urgent. Je vais également - ensemble avec les représentants de du secteur privé - poursuivre l'assistance à un hôpital qui a bénéficié de l'aide de la "Chaîne du Bonheur" et où sont traités des enfants victimes de la catastrophe de Tchernobyl.

- 4 -

du secteur privé - poursuivre l'assistance à un hôpital qui a bénéficié de l'aide de la "Chaîne du Bonheur" et où sont traités des enfants victimes de la catastrophe de Tchernobyl.

Pour ce qui est de notre représentation diplomatique, c'est notre Ambassade à Varsovie qui, pour l'instant, s'occupe du Bélarus. Cette situation est peu satisfaisante. L'installation d'un représentant de la Confédération sur place doit être étudiée (p. ex. un attaché commercial ou au moins un consul honoraire).

Je propose que le Conseil fédéral se saisisse rapidement de cette question.

Côté industrie privée, il convient de relever la présence de sept représentations techniques, dont Sulzer, ABB et Ciba-Geigy. La solution consistant à regrouper ces diverses représentations, et le cas échéant le représentant de la Confédération, sous un même toit me paraîtrait une bonne solution, notamment en ce qui concerne l'infrastructure administrative, (locaux, personnel de secrétariat etc.). De plus l'impact de la présence suisse en serait renforcée, ce qui est politiquement et psychologiquement souhaitable.

**Département fédéral de l'économie publique**



J.-P. Delamuraz